



PRÉFET DE ZONE DE DÉFENSE ET DE
SÉCURITÉ OUEST

Secrétariat Général de l'Administration du Ministère de l'Intérieur

**MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS
INTELLECTUELLES**

Concours

CONCOURS DE MAITRISE D'OEUVRE
Travaux de reconstruction de la caserne Joffre de
LORIENT (56)

RC

(Règlement de consultation)

Phase candidatures

DATE LIMITE DE RECEPTION DES CANDIDATURES : 4 mai 2021 à 12h00

Le présent R.C. comporte 9 feuillets dont celui-ci.

ARTICLE 1 : POUVOIR ADJUDICATEUR

Le pouvoir adjudicateur est :

PREFECTURE DE ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE OUEST
Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur Ouest
28 rue de la Pilate
CS 40725
35207 RENNES Cedex 2

ARTICLE 2 : DESCRIPTION DE L'OPERATION

2.1 – OBJET DU MARCHE DE MAITRISE D'OEUVRE

La présente consultation a pour objet l'attribution d'un marché de maîtrise d'œuvre pour la reconstruction de la caserne Joffre de LORIENT (56).

Le projet comprend la démolition de 2 bâtiments de logements et la reconstruction de 20 logements (environ 1200 m² SHON) dans la caserne « Joffre » à Lorient. Il inclut également la réhabilitation des logements de 2 bâtiments adjacents, ainsi que la mise aux normes de cellules de sûreté et de locaux techniques.

L'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux est de 6 250 000,00 € HT en date de mars 2021.

2.2 – LIEU D'EXECUTION

Le projet est situé au :
32 rue du Couëdic
56100 LORIENT

2.3 – CALENDRIER PREVISIONNEL DE L'OPERATION

Le démarrage de la mission du maître d'œuvre est prévu en décembre 2021.
La livraison de l'ouvrage objet de l'opération de travaux est souhaitée pour 2024.

ARTICLE 3 : ORGANISATION DU CONCOURS

3.1 – PROCEDURE

L'opération relève du champ d'application des dispositions du livre IV de la deuxième partie du code de la commande publique (CCP).

La consultation porte sur un concours restreint de maîtrise d'œuvre, lancé conformément à l'article L. 2172-1 du CCP et organisé selon les dispositions des articles R. 2162-15 à R. 2162-26 du CCP.

Le concours est organisé en deux phases :

- **Première phase** : les candidats remettent un dossier de candidature complet permettant de vérifier les conditions de participation et de mettre en œuvre les critères de sélection définis dans l'avis de concours et précisés ci-après.
Le jury analyse les candidatures et formule un avis motivé sur celles-ci. Au vu de cet avis, l'acheteur retient ensuite 3 participants, sous réserve que le nombre de candidatures conformes soit suffisant.
- **Deuxième phase** : À réception du dossier de consultation des concepteurs, les candidats auront un délai fixé à environ deux mois et demi pour présenter leur offre. Les participants remettent anonymement un dossier de projet dont le niveau de conception correspond à une esquisse. Le jury examine les dossiers présentés sur la base des critères d'évaluation définis dans l'avis de concours et précisés ci-après puis établit un classement des projets.
L'acheteur choisit le ou les lauréats du concours au vu des procès-verbaux et de l'avis du jury.

A l'issue du concours, l'acheteur se réserve la possibilité de négocier avec le ou les lauréats, les conditions techniques, administratives et financières du marché de maîtrise d'œuvre.

Le marché sera conclu, avec un seul opérateur économique. Celui-ci pourra être un candidat individuel ou un groupement.

La composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché public.

3.2 – CALENDRIER PREVISIONNEL DU CONCOURS

Envoi de l'avis de concours et mise à disposition des documents de la consultation : 02/04/2021

Date et heure limites de réception des candidatures : 04/05/2021 à 12h00

Première réunion du jury pour avis sur les candidatures et choix des concurrents par l'acheteur : entre 05/2021 et 06/2021.

A titre indicatif, l'acheteur prévoit de lancer la phase projet du concours au mois de 06/2021, avec une remise des prestations au mois de 09/2021 soit un délai prévisionnel de 11 semaines pour la remise.

3.3 – CRITERES DE SELECTION DES PARTICIPANTS

Les candidatures devront se conformer aux articles R. 2143-1 à R. 2143-16 du code de la commande publique.

Les candidatures seront appréciées au vu :

- de la qualité des compétences et moyens humains de l'équipe candidate,
- de la pertinence des références fournies en adéquation avec l'objet du marché,
- de l'adéquation de la note de motivation avec l'opération.

3.4 – CRITERES D'EVALUATION DES PROJETS (des 3 candidats admis à concourir)

1 – Pertinence et adéquation du projet avec les exigences exprimées au programme. Qualité de l'organisation fonctionnelle des locaux et optimisation des surfaces construites.

2 – Pertinence, qualité et performance des choix constructifs et des solutions techniques et énergétiques proposées pour répondre au programme, en privilégiant la durabilité et la maintenabilité en site occupé.

3 – Qualité du parti architectural, de l'intégration du projet dans le site et son voisinage.

4 – Gestion des délais (études et travaux) en site occupé

5 – Compatibilité du projet avec l'enveloppe financière prévisionnelle affectée au projet, optimisation du coût de maintenance des bâtiments.

3.5 – PRIMES

Une indemnité d'un montant maximum de 30 000,00 € HT sera allouée à chacun des 3 candidats admis à concourir ayant remis des prestations conformes au règlement de consultation du concours.

Cette prime couvre un rendu de niveau ESQUISSE PLUS qui sera à remettre lors du dépôt des propositions (Phase offres).

Cette indemnité constituera une avance sur honoraires pour le titulaire du marché de maîtrise d'œuvre.

ARTICLE 4 : DOSSIER DE CONSULTATION

4.1 – CONTENU DU DOSSIER

Le dossier de consultation publié sur le profil acheteur PLACE comporte les documents suivants :

- le présent règlement
- la présentation synthétique du programme de l'opération
- le tableau de présentation des candidatures

4.2 – MODIFICATION DE LA CONSULTATION

L'acheteur se réserve le droit d'apporter au plus tard 8 jours avant la date limite fixée pour la réception des plis, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des candidatures est reportée, la stipulation précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

4.3 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires, les candidats peuvent poser des questions relatives à ce concours sur le profil d'acheteur au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des candidatures.

Les demandes de renseignement adressées par un autre canal que le profil d'acheteur ne seront pas traitées.

ARTICLE 5 : CONDITIONS DE PARTICIPATION

Le concours s'adresse aux candidats remplissant les conditions de participations définies ci-dessous, en termes d'organisation, de capacités juridique, technique, professionnelle, économique et financière.

Conformément à l'article R. 2142-25 du CCP, en cas de candidature présentée sous la forme d'un groupement, l'appréciation des capacités est globale.

Il est rappelé que conformément à l'article L. 2141-10 du CCP, ne peuvent être admises ni à concourir ni à participer aux missions de maîtrise d'œuvre, les personnes ayant pris part à l'organisation du concours ou à l'élaboration du programme, ainsi que leurs associés ou leurs salariés ou de manière plus générale toute personne susceptible d'être en situation de conflit d'intérêts au sens de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique.

5.1 – FORME JURIDIQUE DU CANDIDAT

Les candidats peuvent répondre à la consultation à titre individuel ou sous la forme d'un groupement momentané d'entreprises.

Afin de garantir la bonne exécution du marché de maîtrise d'œuvre, l'acheteur exigera, après attribution du marché, que la forme du groupement attributaire soit un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Le mandataire du groupement sera impérativement architecte.

En application de l'article R. 2142-4 du CCP, un opérateur économique ne peut être mandataire que d'un seul groupement.

Un membre d'un groupement ne peut pas figurer dans un autre groupement, sauf si ce membre est présenté pour justifier les compétences STRUCTURE et VRD exigées à l'article 5.3 du présent règlement.

Le non-respect de cette clause entraînera l'élimination des groupements concernés.

5.2 – CAPACITES JURIDIQUES, ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Capacités juridiques :

Les candidats ne peuvent entrer en aucun des cas d'exclusions prévus aux articles L. 2141-1 à L2141-5 ou L. 2141-7 à L. 2141-10 du CCP.

Lorsque le candidat est en situation de redressement judiciaire, il est dans l'obligation de préciser à quel stade en est la procédure.

Garanties économiques et financières :

Le candidat doit présenter des garanties économiques et financières suffisantes en rapport aux prestations confiées dans le cadre du marché de maîtrise d'œuvre consécutif au concours. En application de l'article 3 de l'ordonnance du 17 juin 2020, l'acheteur ne tiendra pas compte des variations de chiffre d'affaires consécutives à la crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19.

Les opérateurs économiques nouvellement créés doivent apporter la preuve de leurs capacités financières par tout moyen de preuve approprié, notamment par une déclaration appropriée de banques.

Assurances pour les risques professionnels :

Conformément à l'article R. 2142-12 du CCP, l'acheteur exige des candidats qu'ils disposent d'une assurance permettant de couvrir les risques liés à l'exercice de la maîtrise d'œuvre et présentant un niveau de garanties approprié et suffisant pour la mission de maîtrise d'œuvre consécutive au concours.

5.3 – CAPACITES TECHNIQUES ET PROFESSIONNELLES

Aptitude à exercer la profession d'architecte :

En application de l'article 3 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture, la participation est réservée aux candidats qui présentent, soit à titre individuel, soit à travers un cotraitant du groupement, un architecte ou une société d'architecture répondant aux conditions définies par l'article 2 ou à l'article 10-1 de la loi du 3 janvier 1977 précitée.

Compétences exigées :

Le candidat réunira impérativement les compétences et qualifications suivantes :

- Architecture
- Economie de la construction
- Structure
- Thermique
- Amiante
- Voiries et réseaux divers

étant rappelé qu'en cas de groupement il est interdit de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements, à l'exception de la compétence structure et VRD.

Le non-respect de cette clause entraînera l'élimination des groupements concernés.

Moyens techniques et humains :

Le candidat devra présenter des moyens techniques et humains adaptés :

- présentation de moyens techniques, notamment numériques (matériels et logiciels), adaptés à la nature de la mission de maîtrise d'œuvre
- présentation de moyens humains en nombre et niveau suffisants au vu de l'importance et des exigences de la mission de maîtrise d'œuvre.

Expérience professionnelle :

Le candidat doit présenter des garanties relatives à l'expérience professionnelle, en rapport avec les prestations confiées dans le cadre du marché de maîtrise d'œuvre consécutif au concours.

- L'acheteur fixe les niveaux minimaux d'expérience professionnelle suivants :
 - réalisation d'au moins un projet d'importance ou de complexité équivalente à l'opération envisagée
 - réalisation de missions de complexité comparables à l'objet du présent marché

Le terme « réalisation » correspond à la conduite de missions effectivement contractualisées, et préférentiellement achevées.

Les opérateurs nouvellement créés peuvent indiquer les expériences des personnels acquises antérieurement, sous réserve d'une présentation explicite et sans équivoque sur les entités contractantes et l'étendue de leur intervention sur les projets présentés.

ARTICLE 6 : DOSSIER DE CANDIDATURE

6.1 – DOSSIER DE CANDIDATURE

Le dossier de candidature devra être rédigé en langue française.

Les candidats devront produire un dossier complet incluant :

A) Documents à fournir par le candidat individuel et chacun des membres du groupement s'il y a lieu :

- Le formulaire DC2 - Disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.
- En cas de groupement le pouvoir donné au mandataire si celui-ci est le seul à signer la candidature
- Inscription des architectes à un ordre régional ou national uniquement pour le membre du groupement doté de cette compétence.
- Les déclarations sur l'honneur précisant que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction mentionnés aux articles R. 2143-3 et suivants du code de la commande publique.
- La copie du ou des jugements prononcés si le candidat est en redressement judiciaire, en application de l'article R. 2143-9 du CCP.
- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels.
- Si pour une raison justifiée, le candidat n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout moyen approprié.
- Une déclaration portant sur le chiffre d'affaire global du candidat portant sur les 3 derniers exercices disponibles
- Un document de présentation de chaque opérateur économique, d'environ 6 pages, comportant les informations suivantes :
 - Une présentation générale de l'opérateur.
 - La description des moyens humains généraux (description, organigramme...)
 - La déclaration indiquant les effectifs moyens annuels de l'opérateur et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.
 - L'indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et les certificats de qualification professionnelle des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché.
 - La description des moyens matériels et des méthodes.
 - Une liste générale de références reflétant l'activité de l'opérateur.
 - L'opérateur pourra compléter le document de présentation par tout moyen de preuves de compétences et qualifications notamment par des CV, certificats de qualification professionnelle, attestations de capacité délivrées par des acheteurs publics et privés, ou attestations de formation.

B) Documents à fournir par le groupement :

- une lettre de candidature (DC1 ou format libre) établie par le candidat individuel ou le mandataire en cas de groupement, comportant l'ensemble des indications permettant d'identifier le candidat ou l'ensemble des membres en cas de réponse en groupement.
- un tableau synthétique, selon le modèle joint, établi par le candidat individuel ou le mandataire en cas de groupement, justifiant des compétences et expériences exigées du candidat. Lorsque le candidat compte faire appel à des sous-traitants, ceux-ci sont mentionnés dans le tableau.
- Une note de motivation exposant l'intérêt du candidat pour l'objet du concours en relation avec son expérience, et l'adéquation de ses compétences, moyens, qualifications, organisation et références (2 pages A4 maximum).
- La présentation de 3 références spécifiques du ou des architectes, en cours ou réalisées, présentant des enjeux de sûreté et de sécurité importants. Des références de plus de trois ans pourront être produites, 1 page par projet conçue en vue d'une projection et d'une impression sur format A3 en mode paysage incluant les éléments suivants :
 - Parmi les 3 projets, au titre des exigences d'expérience professionnelle, le candidat identifiera distinctement le projet d'importance ou de complexité équivalente à l'opération envisagée ;
 - Figureront impérativement les informations suivantes : lieu de réalisation, nature du programme, maître d'ouvrage, surface de plancher, montant des travaux HT, mission réalisée, identité du mandataire ;
 - Lorsque les projets sont réalisés, des photographies seront préférées aux images de synthèse).

6.2 – REMISE DES DOSSIERS DE CANDIDATURES

A) Remise des candidatures par voie dématérialisée

La remise des dossiers de candidature s'effectue exclusivement de manière dématérialisée sur le profil acheteur PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Pour se faire le candidat peut se référer au guide d'utilisation de la plateforme disponible sur ce site.

Chaque candidat veillera à la bonne transmission de son offre signalée par un accusé de réception électronique.

Le pli électronique est considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limite de réception des offres.

Le candidat doit donc tenir compte des aléas des envois électroniques et s'assurer des délais nécessaires à la transmission électronique de son pli. Ainsi il veillera à prendre en compte le temps nécessaire au téléchargement de la totalité des documents de la candidature.

Les offres électroniques contenant un virus pourront être déclarées irrecevables.

Afin de limiter les problèmes techniques lors du dépôt électronique, l'attention des candidats est attirée sur les points suivants :

- L'importance du nommage des fichiers par des intitulés les plus courts possibles,
- Proscrire les accents dans les noms de fichiers et plus généralement tous les symboles et caractères spéciaux,
- Ne pas utiliser les .exe et les macros,
- Respecter les recommandations formulées par la plate-forme de dématérialisation des offres lors du processus d'envoi (dossier d'offre au format compressé .zip).

Le soumissionnaire transmet son offre en une seule fois. Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même soumissionnaire, seule est ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres.

Au stade de dépôt des plis, l'ensemble des pièces de l'offre du candidat n'ont pas à être signées.

B) Copie de sauvegarde sur clé USB ou sous format papier obligatoire

Les candidats devront également transmettre, dans le délai imparti, une copie de sauvegarde sur support papier ou support physique électronique (clé USB).

Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte les mentions suivantes :

<p style="text-align: center;">« NE PAS OUVRIR AVANT LA COMMISSION » <u>Candidature pour</u> : « CONCOURS - MOE – LORIENT – CASERNE JOFFRE » Nom du candidat :</p>
--

Le candidat peut choisir entre ces deux modes d'envoi :

- Envoi par livraison ou dépôt contre récépissé sous enveloppe, à l'adresse physique :

Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur Ouest
Bureau des Achats et des Marchés Publics
28 rue de la Pilate
bâtiment A
35136 SAINT JACQUES DE la LANDE

<p style="text-align: center;">Les enveloppes devront être déposées durant les heures d'ouverture : de 08 h 30 à 12 h 30 et de 13 h 30 à 16 h 00</p>
--

- Envoi par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'adresse postale (Nous vous invitons cependant à opter pour un autre mode que le dépôt postal) :

Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur Ouest
Bureau des Achats et des Marchés Publics
CS 40725
35207 RENNES Cedex 2